



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2926  
30 août 2024  
1,50 € • DOM: 2€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE OUVRIÈRE**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

## **Pas de Premier ministre...**



Esplanade de La Défense.

### **Il y a 80 ans**

**Le mythe  
de l'insurrection  
de Paris**

Page 8

### **Handicapés**

**Parcours  
d'obstacles  
permanent**

Page 5

### **Haiti**

**Le pays  
livré aux  
charognards**

Page 7

**Leur société**

- Matignon : Macron manœuvre, le NFP pleure, le patronat décide **3**
- Contre le racisme et l'antisémitisme : le camp de la lutte de classe **3**
- Medef : la lutte de classe, côté patronal **4**
- Libération de Paris : le rêve de Macron **4**
- Hausse des salaires : une nécessité et un combat **4**
- Rentrée : des milliers d'enfants handicapés privés d'école **5**
- Jeux Paralympiques : parcours d'obstacles au quotidien **5**
- Canadiens : pour le gouvernement, il n'y a pas le feu **5**
- Noisy-le-Sec : une expulsion scandaleuse **9**
- Grande distribution : d'abord celle des profits ! **9**
- Affaisements miniers : les victimes doivent être indemnisées **9**
- Nouvelle-Calédonie : offensive générale contre les travailleurs **12**
- Armes chimiques : la justice des trusts **12**

**Il y a 80 ans**

- Août 1944 : la légende de la libération de Paris **8**
- Une police "héroïque" ? **8**

**Dans le monde**

- Moyen-Orient : l'incendiaire Netanyahu **6**
- Haïti : des charognards au chevet du pays **6**
- Crise : la fièvre de l'or **7**
- Espagne : contre le tourisme de masse et la pauvreté **7**
- États-Unis : Boeing, la justice passe l'éponge **7**

**Dans les entreprises**

- Stellantis - Sochaux : l'esbroufe d'une annonce **10**
- Dassault - Cergy : c'est Alcatraz ! **10**
- Amiante : un scandale sans fin **10**
- RATP - bus : petites magouilles et grosses économies **11**
- RTM - Marseille : c'est lumineux **11**

**Agenda**

- Fêtes régionales **3**
- Meeting à Paris **3**

**Caravanes**

- Lutte ouvrière à votre rencontre **12**

# Le véritable chef du gouvernement, c'est le grand capital

Quelle sera la composition du prochain gouvernement ? De quels partis seront issus les ministres ? Combien de temps tiendra-t-il avant d'être renversé ?

Tout cela préoccupe les politiciens mais beaucoup moins les classes populaires, confrontées aux dépenses de la rentrée scolaire, aux menaces de perdre un emploi, aux attentes interminables aux Urgences et aux mille galères de la vie quotidienne.

Affirmant que « personne n'a gagné » et voulant continuer à régner malgré sa double défaite électorale, Macron voudrait un front allant de LR au PS en excluant le RN et LFI. Les partis rechignent à accepter car les macronistes resteraient au centre du jeu, et cela reviendrait à se saborder en cas de nouvelle dissolution.

De son côté, la gauche rassemblée dans le NFP, qui n'a qu'une majorité relative à l'Assemblée, a défendu tout l'été la nomination de Lucie Castets, une énarque étrangère au monde du travail. Elle affirme vouloir revenir sur la retraite à 64 ans et porter le smic à 1600 euros. Ces mesures, même très modestes, soulèvent l'indignation de tous les chiens de garde du patronat. Avec ou sans ministres LFI, l'idée de la moindre concession aux travailleurs les révolte.

Pourtant, en disant qu'il « faudra chercher des compromis », Lucie Castets se montre prête à revenir sur ces promesses. À chacun de ses passages au pouvoir, même quand elle avait une majorité absolue, sous Mitterrand, Jospin ou Hollande, la gauche s'est soumise aux exigences de la finance et des capitalistes et a ainsi trahi les travailleurs.

En Grande-Bretagne, la gauche est revenue au pouvoir avec une large majorité. Mais, au prétexte que les conservateurs ont laissé les caisses vides, le nouveau Premier ministre travailliste annonce des coupes massives dans le bouclier tarifaire pour les factures d'énergie dont bénéficient les classes populaires. Il n'envisage pas une seconde de taxer la bourgeoisie !

Quel que soit le pays, quelles que soient les coalitions au pouvoir et la couleur politique du Premier ministre, la feuille de route de tous les gouvernements est écrite par la grande bourgeoisie. Partout, elle exige que la part des richesses qui revient aux classes populaires, sous forme d'éducation, de santé ou de pouvoir d'achat, soit réduite au minimum.

Dans une économie en crise où la concurrence est impitoyable, les capitalistes refusent de céder une miette de leurs profits pour augmenter les salaires ou financer les retraites.

Ils exigent que toutes les dépenses de l'État leur reviennent sous forme d'aides, de subventions ou de commandes diverses. Que leur importe si la population ne peut plus se soigner ! Que leur importe si des quartiers se délitent !

Avec ou sans gouvernement, les États sont là pour mettre en musique ces exigences. Ainsi, même sous un gouvernement « démissionnaire », les hauts fonctionnaires du ministère de l'Économie ont préparé le budget 2025. Sous prétexte de réduire le déficit public et de rembourser une dette colossale, ils ont déjà préparé un budget d'austérité qui prévoit 10 milliards d'euros de coupes.

Le seul budget sanctuarisé est celui de l'armée, car ceux qui dirigent préparent ouvertement les prochaines guerres. Ils s'apprêtent à défendre par les armes ce que tous les politiciens appellent « les intérêts de la France » mais qui sont en réalité les intérêts de Total, Bolloré ou Dassault, en rivalité avec leurs concurrents pour se disputer les marchés.

Il n'y a pas d'argent pour les salaires, les écoles et les hôpitaux mais les milliards coulent à flots pour les marchands d'armes, l'industrie du luxe et les banquiers !

Ces milliards accumulés sont utilisés pour racheter et revendre des actions et spéculer à tout va. L'économie mondiale est un vaste casino qui peut connaître un krach financier du jour au lendemain et déclencher des faillites en cascade. Un tel scénario est de plus en plus redouté par les banquiers centraux, incapables de l'empêcher.

Alors, pour défendre nos conditions d'existence et notre avenir, il n'y aura ni bon gouvernement ni bon Parlement. Tant que nous ne renverrons pas la dictature de la classe capitaliste sur la société, nous serons condamnés à verser notre sueur, notre sang et nos larmes pour assurer les profits d'une minorité de riches parasites.

Alors, plutôt que de s'en remettre à des partis qui se battent pour gérer le système en fournissant des ministres dévoués au grand patronat, les travailleurs doivent bâtir leur propre parti ; un parti qui rassemble les travailleurs conscients d'avoir à s'organiser et à se battre, par-delà leurs différences, contre les attaques des capitalistes et pour les renverser.

Nathalie Arthaud



## Matignon: Macron manœuvre, le NFP pleure, le patronat décide

Macron a donc claqué la porte sur les doigts de Lucie Castets, candidate du Nouveau Front populaire (NFP) au poste de Première ministre. Il rejette tout gouvernement appuyé par les partis de gauche, dont l'union, sans majorité, dispose du plus grand nombre de députés.

Les dirigeants de la gauche dénoncent « un coup de force » de Macron. Après avoir sauvé des dizaines de députés macronistes et LR, dont Borne et Darmanin, en se désistant sous prétexte de faire un front républicain contre le RN, ils jouent maintenant les outragés. En criant au « déni de démocratie », ils apportent leur caution à toute la comédie des discussions autour des règles démocratiques.

De son côté, pour masquer que sa décision est le fait du prince, Macron utilise les ressorts d'une Constitution conçue pour atténuer les conséquences des

choix des électeurs. Pour justifier son choix, il a pu compter sur tous les autres partis, y compris le RN ostracisé lors des dernières élections, qui ont juré qu'ils feraient tomber immédiatement un gouvernement du NFP. Sur le fond, Macron, qui gouverne depuis sept ans pour le plus grand bonheur de la bourgeoisie, n'a aucune raison de donner les clés du gouvernement aux partis de gauche sans y être contraint. Il peut d'autant plus s'en dispenser qu'un gouvernement NFP sans majorité ne supprimerait pas l'instabilité politique actuelle, qui engendre de

nombreux inconvénients pour la marche des affaires de la bourgeoisie.

Bien sûr, les partis de gauche ont moult fois démontré, encore récemment sous Hollande, qu'ils étaient des gestionnaires loyaux et responsables des intérêts patronaux. Le NFP a d'ailleurs choisi Lucie Castets, une haute fonctionnaire bien éloignée des classes populaires, comme candidate à Matignon. Celle-ci a déclaré qu'elle était prête à trouver des alliés « texte par texte », c'est-à-dire à s'asseoir sur le programme du NFP. Pour lever un obstacle, Mélenchon a même proposé que LFI, qui cristallise la haine contre la gauche, soutienne le gouvernement sans y avoir de ministre. C'est la tactique que le PCF avait choisie, en 1936, vis-à-vis du gouvernement du Front populaire, pour

rassurer la bourgeoisie.

Mais rien n'y a fait. Macron et ses donneurs d'ordres ne veulent pas encourager le moindre espoir chez les travailleurs. Le simple fait de brandir quelques mesures, bien modestes, comme l'abrogation de la retraite à 64 ans ou le smic à 1 600 euros, a provoqué l'hystérie des porte-parole du patronat. Celui-ci est pleinement satisfait de la politique antiouvrière et des réformes conduites par Macron. Il attend que le prochain gouvernement les poursuive. « *Le programme du NFP est dangereux pour la France* » : c'est aussi le discours des députés macronistes, LR ou du RN pour justifier la censure d'un éventuel gouvernement NFP. Au passage, le RN montre à ceux qui en doutaient qu'il est, comme les autres, un parti patronal,

rompu aux manœuvres politiciennes.

Le rejet d'un gouvernement NFP ne résout pas la crise politique. Macron manœuvre pour détacher des députés socialistes, ou d'autres, prêts à s'associer avec les macronistes et la droite. À cette heure, les dirigeants de gauche réaffirment leur unité et en appellent à « une mobilisation populaire », y compris dans la rue. Mais quand les travailleurs trouveront le courage de se mobiliser, c'est contre le patronat et pour imposer leurs propres exigences vitales qu'ils devront se battre. Se mobiliser seulement pour porter au pouvoir des politiciens qui les ont systématiquement trahis par le passé serait une voie sans issue.

Xavier Lachau

## Contre le racisme et l'antisémitisme: le camp de la lutte de classe

Dimanche 25 août, un homme a tenté de mettre le feu à la synagogue de La Grande-Motte, dans l'Hérault. Ceint d'un drapeau palestinien, il a prétendu justifier cette agression antisémite abjecte en expliquant vouloir venger les Palestiniens.

C'est confondre les Juifs en général et l'ensemble de la population qui vit en Israël avec l'État israélien. Le gouvernement israélien, avec la complicité de tous les dirigeants des partis politiques de ce pays, de gauche comme de droite, entraîne sa population dans une sale guerre contre la population palestinienne à Gaza et dans les territoires occupés. Ce faisant, son souci n'est pas de protéger la population israélienne, ni les Juifs du monde entier!

Par bien des aspects, cette guerre rappelle ce qu'a fait l'État français en Algérie. Là aussi, la population française avait été entraînée dans une sale guerre menée avec la complicité des partis de droite et de gauche de l'époque. Cela

ne faisait pas de chaque citoyen français un complice des horreurs commises par l'armée en Algérie.

Le massacre de la population palestinienne à Gaza ne peut que susciter des sentiments d'horreur et de colère. Il faut dénoncer les vrais responsables: l'État israélien et en premier lieu les grandes puissances impérialistes qui ont créé, presque de toutes pièces, cette division entre populations arabe et juive au Moyen-Orient, avec la complicité des dirigeants nationalistes des deux côtés.

Sortir de cette tragédie n'est possible que si les exploités, des deux côtés, trouvent le chemin de la révolte contre leurs oppresseurs et leurs dirigeants, en se situant sur le terrain de la lutte de classe et non du nationalisme. Le nationalisme est une impasse pour les opprimés et les exploités car il les divise, donc les affaiblit, tout en les mettant à la remorque de leurs exploités.

Cécile Seyrig

## AGENDA

### Meeting à Paris

Avec Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier

Samedi 28 septembre à 15 h



Théâtre de la Mutualité  
24 rue Saint-Victor, Paris 5<sup>e</sup>  
Métro Maubert-Mutualité

Entrée libre

### Fêtes régionales

#### Toulouse

Samedi 7 septembre de 18 heures à minuit et dimanche 8 septembre de 11 heures à 18 heures  
Débat

avec Jean-Pierre Mercier  
Ramonville Saint-Agne

#### Nantes

Samedi 21 septembre de 16 heures à minuit  
Débat avec Nathalie Arthaud  
Salle festive Nantes Erdre

#### Bourges

Samedi 28 septembre de 14 heures à minuit  
Restaurant Les Rives d'Auron

#### Lyon

Samedi 28 septembre à partir de 17 heures et dimanche 29 septembre de 11 h 30 à 19 heures  
Débat avec Nathalie Arthaud le 29 septembre  
Espace Mosaïque à Saint-Priest

## Medef: la lutte de classe, côté patronal

Lundi 26 août, à l'occasion de son université d'été, le Medef, qui représente le grand et le très grand patronat, a fait connaître ses exigences par la voix de son président, Patrick Martin.



La présidente de l'Assemblée nationale, le président du Sénat entourent chaleureusement le président du Medef.

La politique pro-patronale menée depuis sept ans par les gouvernements successifs sous Macron devra, dit Martin, continuer, notamment les diminutions d'impôts sur le capital, les bénéfices et les fortunes. Cette politique, combinée à l'exploitation redoublée des travailleurs et à la financiarisation toujours plus poussée de l'économie mondiale, s'est en effet traduite par une explosion des profits des grandes entreprises et des fortunes de leurs actionnaires. Et Martin de faire applaudir Bruno Le Maire,

le ministre de l'Économie démissionnaire, qui n'a pu paraître-il retenir la larme du vieux serviteur complimenté par son bon maître avant sa mise en disponibilité.

D'après le Medef, le retour à la retraite à 62 ans, l'augmentation du smic à 1 600 euros conduiraient le pays à la catastrophe. Le grand patronat refuse par avance jusqu'aux vagues et timides mesures sociales évoquées en période électorale par certains macronistes, comme une éventuelle taxation des superprofits ou une possible

contribution des ultrariches à la transition écologique.

Le Medef n'accepterait d'augmenter les salaires que si on diminuait d'autant les cotisations sociales afin que l'opération soit sans douleur et sans frais pour les employeurs et supportée par le monde du travail. Le Medef prétend aussi accepter de reprendre les discussions sur l'emploi des travailleurs âgés, à condition que les cotisations patronales aux caisses de chômage soient diminuées.

Le grand patronat exige donc que chaque centime du budget de l'État serve à irriguer la fabrique à profits. Il entend que, sur la masse des richesses produites par les travailleurs, une part toujours plus grande revienne aux capitalistes de toutes les façons possibles, quitte à pourrir la vie de millions de prolétaires. Il sait que l'État est à son service et que le futur gouvernement obéira à ses injonctions mais, pour garantir la mise en œuvre de son programme, Patrick Martin veut un « Medef militant », véritable combattant du profit privé, et pour cela étrangleur des travailleurs ici et maintenant.

Paul Galois

## Libération de Paris: le rêve de Macron

Macron a profité des cérémonies organisées pour les 80 ans de la libération de Paris pour remettre une couche d'exaltation patriotique et d'appel à l'unité nationale.

Aujourd'hui empêtré dans sa recherche d'une majorité introuvable, Macron ne pouvait manquer d'invoquer l'union des « résistants gaullistes, des communistes, des radicaux, des syndicalistes, des comtes et des ébénistes communistes, tous unis au sein du CNR fondé par Jean Moulin. Par-delà leurs milieux et leurs sensibilités ». Sa conclusion, « par-delà toutes les divisions, toutes les contradictions, être Français c'est être ensemble », résonnait comme un appel à être uni derrière lui, et surtout derrière la bourgeoisie.

Que pouvaient en effet les capitalistes au moment de la libération de Paris qu'une telle unité. La soumission du PCF à de Gaulle éloignait d'elle le spectre de troubles sociaux et garantissait un retour tranquille à l'ordre bourgeois.

Pendant les années qui suivirent, les militants de ce parti proclamèrent dans les usines « la grève c'est l'arme des trusts » et « produire d'abord, revendiquer ensuite ». Ils firent la chasse à tout travailleur revendicatif, et parfois même à ceux qui avaient le simple tort d'être trop souvent malade. La police qu'on avait décorée intervenait contre les ouvriers et l'armée portée aux nues garantissait à coups de mitrailleuses les possessions bourgeoises dans les pays colonisés. Le mythe de la « libération » forgé par de Gaulle et le PCF a servi à cacher cette réalité.

Macron n'est ni le premier ni le dernier à invoquer l'unité scellée à cette occasion, même si son utilisation à propos d'une dérisoire crise ministérielle est surtout ridicule.

Daniel Mescla

## Hausse des salaires: une nécessité et un combat

Les représentants du patronat affirment, la main sur le cœur, qu'il est impossible d'augmenter les salaires sous peine de faillite.

La quasi-totalité des médias et les partis politiques, du centre macroniste à l'extrême droite lepéniste, font chorus, et cela ne surprend personne. La modeste proposition d'un smic à 1 600 euros fait ainsi figure d'épouvantail.

Cette propagande convainc jusqu'à des travailleurs, chômeurs et retraités qui survivent difficilement avec beaucoup moins que le smic. Et de citer la coiffeuse avec ses deux employées, le couvreur, son apprenti et ses quatre compagnons, le boucher au bord de la faillite, etc., tous gens de bonne volonté mais bien en peine d'augmenter les salaires qu'ils versent. Ces exemples, qui existent évidemment et concernent

directement un salarié sur cinq, ne démontrent rien.

D'une part, le patronat et ses propagandistes posent la question des salaires du seul point de vue des profits et pas en fonction des besoins des travailleurs. La classe dominante impose ses idées et jusqu'à ses raisonnements à l'ensemble de la société. Si on commençait par se demander de quoi une famille ouvrière, ou même la classe entière des travailleurs, a besoin pour vivre, la question se poserait autrement et le smic à 1 600 euros apparaîtrait pour ce qu'il est, c'est-à-dire très insuffisant.

D'autre part et surtout, la petite entreprise cache la multinationale comme l'arbre cache la forêt. Car

la société, ses lois, son État sont organisés pour faire converger la richesse vers la toute petite fraction des grands capitalistes, les Arnault, Bolloré, Peugeot, etc. La question n'est pas la répartition du bénéfice, s'il existe, entre la patronne du salon et les deux coiffeuses, mais la part de la richesse totale, produit des efforts quotidiens de dizaines de millions de salariés, qui va aux travailleurs et celle qui va aux capitalistes. Il ne s'agit pas seulement des centaines de milliards d'euros qui tombent chaque année dans les poches d'une poignée de grandes familles d'actionnaires mais aussi de leurs fortunes acquises par des siècles d'exploitation.

C'est donc vers les caisses du grand patronat que les travailleurs, y compris les millions qui sont

employés par des petits patrons, doivent se tourner. Ils y trouveront non seulement de quoi augmenter leurs salaires, indemnités et pensions, mais aussi de quoi faire fonctionner les services publics. De plus, dans cette lutte, ils auront l'oreille, voire le soutien, de nombre de petits patrons, artisans et commerçants

qui se heurtent eux aussi au grand capital.

Le niveau des salaires dépend de ce que l'ensemble des travailleurs est capable d'imposer aux capitalistes dans une période donnée, c'est-à-dire avant tout de la conscience, de la combativité et de l'organisation ouvrières.

P. G.



## Rentrée : des milliers d'enfants handicapés privés d'école

Des milliers d'enfants handicapés se retrouveront sans solution de scolarisation adaptée à la rentrée, selon un communiqué de l'Unapei (Union nationale des associations de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis), qui a enquêté parmi ses adhérents.



En effet, l'Éducation nationale ne prenant pas en compte certains enfants handicapés, il n'existe pas de données officielles sur le nombre de ceux qui ne sont pas scolarisés ou qui le sont mal. Le gouvernement ne donne que les chiffres, en hausse, des enfants handicapés scolarisés, qui devraient être 470 000 en 2024, au lieu

de 430 000 environ l'an dernier, dont deux tiers ont un accompagnant d'élèves en situation de handicap (AESH). Mais pour que l'inclusion des élèves handicapés se fasse dans de bonnes conditions, il faudrait y consacrer des moyens importants, que tous les enfants qui en ont besoin soient accompagnés, mais aussi que les AESH et

les enseignants soient formés, les locaux scolaires adaptés, les effectifs des classes réduits.

Au contraire, le nombre d'accompagnants étant insuffisant, certains enfants ne pourront être scolarisés que quelques heures par semaine, ou pas du tout. D'autres auraient besoin d'un accompagnant mais seront scolarisés sans cette aide, souvent dans des classes surchargées, ce qui les mettra en difficulté.

Dans l'Hérault, 40 % des enfants sur lesquels porte l'enquête de l'Unapei ne sont pas scolarisés plus de 6 heures par semaine, et c'est 50 % dans la Sarthe. En Loire-Atlantique, 900 enfants attendent une place dans un institut spécialisé.

Les restrictions budgétaires entraînent aussi une pénurie d'infirmières, de médecins scolaires, d'assistantes sociales, et empêchent de mettre un enseignant devant chaque classe.

Qu'il y ait ou non un nouveau ministre de l'Éducation à la rentrée, les discours ne pourront pas cacher le mépris des gouvernements successifs pour les élèves et leurs parents.

**Hélène Comte**

## Canadair : pour le gouvernement, il n'y a pas le feu

4000 hectares brûlés, des vacanciers évacués en catastrophe de leur camping, onze blessés légers... et toujours pas assez de Canadair pour lutter contre les incendies.

Sur le papier, la flotte de Canadair compte aujourd'hui douze appareils, effectif purement théorique. Le secrétaire général du Syndicat national du personnel navigant de l'aéronautique civile dénonce le fait que seuls six d'entre eux sont opérationnels, ce chiffre pouvant tomber certains jours à deux. L'efficacité de la lutte contre les incendies en est diminuée d'autant, les Canadair étant censés intervenir par des allers-retours ininterrompus entre le plan d'eau où ils se chargent et le front de l'incendie.

Les autres avions sont en maintenance, une opération

d'autant plus fréquente que ces appareils ont au minimum 23 ans. Ces passages en révision se font attendre et rendent les appareils indisponibles pour une longue durée. L'entreprise privée à laquelle l'aviation civile confie l'opération refuse en effet d'embaucher le personnel nécessaire. Le manque de Canadair et leur âge canonique sont aussi lourds de risques pour les pilotes.

En 2022, Emmanuel Macron avait promis de renouveler la flotte de Canadair d'ici 2027. C'étaient des paroles en l'air, destinées à éteindre, sinon les incendies, du moins l'émotion

provoquée par ceux de cette année-là en Gironde. Mais la direction de l'aviation civile a de son côté déclaré que les deux premiers avions ne seraient livrés au mieux qu'en 2028.

Quand il s'agit de produire des avions de guerre autrement coûteux, le gouvernement sait programmer bien à l'avance le renouvellement des flottes, et la maintenance est assurée pour que les appareils puissent décoller à la minute en nombre suffisant. Mais pour protéger la population des incendies, il se contente de déclarer une alerte rouge et de se féliciter, comme le ministre de la Transition écologique Christophe Béchu à Frontignan, d'un « été plutôt clément ».

**Daniel Mescla**



## Jeux Paralympiques : parcours d'obstacles au quotidien

Les Jeux Paralympiques sont l'occasion de mettre en lumière les problèmes liés au handicap, et le manque de moyens permettant d'aider les personnes handicapées au quotidien.

Juste avant l'ouverture des jeux, Valérie Pécresse, présidente de la région Île-de-France, s'est déclarée prête à lancer le chantier de l'accessibilité du métro parisien aux personnes handicapées. En attendant, seules 9 % des stations de métro sont adaptées aux personnes à mobilité réduite, selon Île-de-France Mobilités, ou plutôt 3 % selon l'association APF France Handicap. Pour prendre le RER, il faut prévenir un agent, qui prévient un autre agent dans votre station d'arrivée, pour qu'il vienne vous aider à sortir sur une rampe. Du simple fait de circuler sur les trottoirs cabossés, les déplacements dans la capitale relèvent aussi du parcours du combattant, ce qui laisse imaginer les conditions offertes dans les villes encore moins équipées.

La Seine-Saint-Denis, où se déroulent beaucoup d'épreuves des Jeux, est le département le moins bien doté en termes d'infrastructures d'accueil et d'équipements pour les personnes handicapées, ainsi qu'en infrastructures sportives,

malgré les constructions réalisées pour les Jeux. Autant dire que pratiquer un sport, pour une personne handicapée du département, est extrêmement difficile.

Pendant quelques jours, les Jeux Paralympiques vont être l'occasion pour les médias d'aborder un peu plus que d'ordinaire le problème du handicap, en mettant en lumière la ténacité et les prouesses des athlètes, ainsi que le niveau technique de leurs prothèses et équipements.

Car bien des moyens techniques existent, qui permettraient de fournir à tous une aide adaptée, un logement accessible, un fauteuil électrique, des moyens de transports, des lieux publics accessibles, et cela devrait être une priorité. Mais cela nécessiterait des moyens importants, et on peut malheureusement parler que les discours officiels, qui promettent que les Jeux Paralympiques vont faire avancer les choses, ne dureront pas au-delà du mois de septembre.

**H. C.**

# Moyen-Orient : L'incendiaire Netanyahou

Dimanche 25 août, le Hezbollah libanais a revendiqué l'envoi de centaines de roquettes sur le territoire d'Israël, riposte tardive et en réalité très mesurée, à l'assassinat d'un haut chef de sa branche militaire tué par une frappe israélienne sur Beyrouth le 30 juillet dernier. À quoi Israël a répliqué par le bombardement immédiat de centaines de sites prétendus militaires du Hezbollah au Liban.

Depuis le 8 octobre, l'État d'Israël ne mène pas seulement une guerre contre le peuple palestinien et le Hamas, mais il cherche aussi à régler ses comptes avec l'Iran, les Houthis yéménites et le Hezbollah libanais.

Si la presse parle cyniquement de frappes préventives et d'assassinats ciblés pour qualifier les actions militaires israéliennes dans ce pays, la réalité est tout autre. La population du Liban paye un prix bien réel avec des dizaines de morts et des destructions qui s'ajoutent à la misère catastrophique dans laquelle est plongé le pays. Et, le 25 août, la population du Sud-Liban a donc de nouveau subi la terreur de bombardements israéliens massifs.

En réponse, après s'être vanté de tirs réussis sur le sud de Tel Aviv, Nasrallah, le chef du Hezbollah, a déclaré à l'attention de la population libanaise : « *Rentrez chez vous !* » Manière de dire que, pour lui, vengeance avait été faite. Et comme l'État d'Israël a, de son côté, minimisé l'impact de ces tirs, Nasrallah s'est senti obligé d'ajouter : « *Benjamin Netanyahou ment... mais ce n'est pas grave, si cela lui permet de commettre moins de folies.* »

Depuis onze mois, la préoccupation du même ordre qui avait amené l'Iran à procéder à une série de tirs directs sur Israël, mais en prévenant à l'avance et en s'assurant qu'ils feraient le moins de dégâts possible. Car l'Iran comme le Hezbollah savent à quel point l'État israélien a le soutien des États-Unis, malgré certaines déclarations hypocrites de leurs dirigeants. En juillet, tout en se disant « préoccupé des



CHRIS MCGRATH/GETTY

Après une frappe israélienne au Liban, le 24 août.

bombardements israéliens sur Beyrouth » et tout en disant craindre l'escalade guerrière, l'impérialisme américain dépêchait dans la région trois bâtiments de combat et les Britanniques deux navires de guerre.

De son côté, s'il a fait taire les ministres les plus fanatiques, partisans de la guerre à outrance, Netanyahou n'est sans doute pas mécontent d'un nouveau

prétexte pour repousser aux calendes grecques les négociations de trêve avec le Hamas. Il n'a cessé de répéter, menaçant le Liban, l'Iran, le Yémen et le Hamas, qu'Israël n'avait pas l'intention d'en rester là. Et l'incendiaire peut compter sur les puissances impérialistes pour continuer de couvrir ses destructions, ses exactions et ses provocations.

**Christian Chavaux**

## Haïti : des charognards au chevet du pays

Cet article est tiré du dernier numéro de *Voix des travailleurs*, publié par nos camarades de l'OTR (Organisation des travailleurs révolutionnaires)-UCI d'Haïti.

Le pays le plus pauvre de l'hémisphère nord, dont les classes populaires sont

rongées par une extrême misère et un sous-développement chronique, subit de

plein fouet les attaques barbares d'une bande de malfrats groupés en gangs depuis cinq ans environ.

Des quartiers vidés de leur population, près de 600 000 déplacés, dont certains sont parqués dans des camps d'hébergement où tout manque, des massacres en série de la population, des casses systématiques des entreprises : le pays se meurt. Pour juguler cette crise, ce sont les mêmes politiciens, pointés du doigt dans cette horreur, qui se mettent en avant.

On prend les mêmes et on recommence ! C'est d'abord, le grand voisin d'Haïti, l'impérialisme américain, qui joue les maîtres de cérémonie. Aux côtés d'autres pays impérialistes, tels le Canada, l'Allemagne et la France, réunis au sein du Coregroup, ils surveillent leurs intérêts comme le lait sur le feu. Le pillage systématique des ressources naturelles et des ressources humaines pendant plusieurs siècles, qui a fait

d'Haïti cette terre misérable, ne leur suffit pas : au travers de leurs capitaux et de leurs institutions paillassons, ils continuent de contrôler l'État, pour toujours dominer, contrôler et exploiter la population pauvre.

Après la démission du Premier ministre Ariel Henry au mois d'avril 2024, le gouvernement américain a mis sur pied un autre gouvernement mais avec toujours la même vieille classe politique corrompue acquise à sa cause. Mais les discussions sous l'égide de l'OEA, de la Caricom ou de l'ONU tournent au vinaigre. Comme des chiens affamés, chaque politicien montre ses crocs et ne veut rien céder à ses concurrents. Si, finalement, ils acceptent de s'asseoir à la même table, c'est pour prendre de l'avance sur ceux qui n'y sont pas et avec l'espoir de continuer leurs luttes au plus proche du pouvoir.

La répartition des postes du pouvoir, telle la nomina-

tion d'un ministre, d'un directeur général au sein de l'administration publique ou d'une institution autonome de l'État, etc., donne chaque fois lieu à une guerre presque meurtrière entre belligérants. Concussion, chantage, vols, la classe politique se donne en spectacle.

Invitée par le Premier ministre, la bourgeoisie s'engouffre et présente ses revendications : exonération d'impôts, franchise douanière, subventions, etc.

De la crise sécuritaire, personne ne s'en préoccupe. La recherche des subsides prend le pas, d'autant plus que ces possédants ont les moyens de se protéger de la fureur des gangs.

Pour la population, qui croupit dans cette misère et subit les affres des bandes armées, la seule façon d'entrevoir le bout du tunnel est de se révolter pour s'affranchir de cette bande de charognards.

**Voix des Travailleurs**



PIERRE MICHEL JEAN KOLEKTIE 20

Au marché Salomon à Port-au-Prince, juillet 2024.

## Crise : la fièvre de l'or

**Les classes possédantes ne croient pas un mot des mensonges dont leurs gouvernements abreuvent les travailleurs et les pauvres sur les reculs supposés de l'inflation. Et cela se voit.**

Ces jours derniers, un quotidien économique, *Les Échos*, a publié plusieurs articles sur la flambée de l'or à l'échelle mondiale. Son cours, dit-il, « bat tous les records ». Dépasant 2 500 dollars l'once (2 250 euros les 28 grammes), il a « gagné 20 % depuis le début de l'année et doublé en six ans ».

S'adressant à un public informé, ce journal ne s'embarrasse pas de détours. « L'appréciation de l'or, écrit-il, s'épanouit dans un paysage

économique hautement inflammable », avec une inflation qui est partout « redevenue une menace forte », un climat guerrier qui se renforce, notamment au Moyen-Orient, une région économiquement cruciale pour l'impérialisme, tandis que les classes possédantes nourrissent des « doutes profonds sur les politiques monétaires et budgétaires des pays avancés ». Dans le même temps, sachant que ces dernières années les « banques centrales

ont imprimé des milliers de milliards d'euros et de dollars pour aider (les capitalistes à affronter) des crises », « l'argent inspire de moins en moins confiance » aux capitalistes, même le dollar.

Depuis au moins un demi-siècle, la principale puissance impérialiste et sa monnaie, le dollar, ont attiré des quatre coins du monde des flots continus de capitaux en quête de placements spéculatifs réputés sûrs et d'un fort rapport. Mais « avec les craintes renouvelées sur la santé de l'économie américaine », même le dollar n'apparaît plus comme une « valeur-refuge » aux capitalistes



et à leurs États. Les banques centrales, en Chine ainsi que dans les pays capitalistes avancés, qui en achetaient hier à tour de bras cherchent maintenant à le remplacer par de l'or.

Certes, l'or ne répond à aucun besoin humain vital : il ne se mange pas, ne se boit pas, on ne peut le planter en espérant en récolter les fruits, il n'est indispensable à la production d'aucun bien industriel. Pour la bourgeoisie, l'accaparer à grande échelle n'a qu'un seul intérêt,

mais de taille : la protéger contre la crise de son propre système.

Cette crise, elle ne sait plus comment en sortir. Le cours de l'or qui s'affole, écrit *Les Échos*, est « un indicateur du désarroi monétaire » de la classe capitaliste et de son « doute sur la mesure de la valeur ». La fièvre de l'or qui saisit les riches, et plus encore les très riches et leurs États, est un symptôme en même temps qu'un facteur aggravant de cette crise.

Pierre Lafitte

## Espagne : contre le tourisme de masse et la pauvreté

**Le 21 juillet, à Majorque, dans les Baléares, une manifestation a rassemblé environ 20 000 personnes contre le « tourisme de masse ». Il s'agit de l'une des nombreuses manifestations de ces derniers mois à Barcelone, Malaga, au Pays basque ou dans les îles Canaries... mais qui existent depuis des années dans le pays.**

Elles sont coordonnées par des organisations de quartier qui peuvent regrouper habitants, groupes écologistes et associations féministes.

Les organisations demandent la régulation du tourisme de masse qui, à Majorque par exemple, a atteint un ratio de 14 touristes par habitant. De plus en plus de travailleurs déclarent qu'ils n'ont pas les moyens de vivre en ville et doivent choisir entre dormir dans des caravanes, des tentes, des cabanes ou quitter l'île. Il existe des terrains vagues remplis de travailleurs vivant dans des camionnettes et des cabanes. À Ibiza, des lits sont loués dans des chambres partagées pour 550 euros par mois.

Certains membres des organisations de quartier s'indignent du fait que des records de tourisme sont battus chaque année, mais que la richesse générée ne va pas à la population, qui au contraire s'appauvrit de plus en plus. En Espagne, le prix moyen d'un logement atteint 1 000 euros, même dans les quartiers populaires, alors que le salaire minimum est de 1 130 euros.

Récemment, des centaines de travailleurs vivant sur un terrain vague à Ibiza ont

été expulsés. Ils s'indignent : « Nous voulons une maison, nous sommes les travailleurs qui ont construit Ibiza, où sont les politiciens ? »

Ces politiciens, ils sont au gouvernement. Et quel que soit le parti au pouvoir, ils envoient la police expulser les pauvres. En réalité, ils vont de pair avec les responsables de la misère et ces derniers ont un nom. Ce sont CaixaBank ou Blackstone, qui possèdent des appartements dans tout le pays.

Ce sont aussi les hôteliers qui, comme l'expliquaient les « Kellys », les femmes de chambre des grands hôtels en lutte, gagnent de l'argent sur leur travail et au prix de leur santé.

Ce sont bien ces gros capitalistes les responsables de la situation et non pas les touristes. Attendre des gouvernements qu'ils s'en prennent à leurs profits par une potentielle loi de régulation ne peut être que vain. En revanche les manifestations, pour peu qu'elles identifient bien leurs ennemis, pourront trouver les revendications à même d'unir habitants et travailleurs et se donner alors les moyens de changer la donne par la lutte.

Nuria Flores



Majorque, le 21 juillet.

## États-Unis : Boeing, la justice passe l'éponge

**La justice américaine poursuivait le géant mondial de l'aviation Boeing pour sa responsabilité dans deux catastrophes aériennes, en Éthiopie fin 2018 et en Indonésie début 2019.**

Les catastrophes avaient fait 346 morts en cinq mois dans le crash de deux Boeing, des 737 Max 8 censés concentrer les dernières avancées en matière de technique et de sécurité dans le transport aérien.

Pire, les procureurs ont même conclu que, dans ces affaires, l'avionneur avait bafoué un accord datant de 2021, en ne respectant pas l'injonction de la justice d'améliorer son programme de conformité et d'éthique.

Alors, comme la loi le permet aux États-Unis, Boeing a préféré plaider coupable et payer 2,5 milliards de dollars, dont une amende de 243,6 millions. En échange, il bénéficie d'une immunité, en particulier pour ses hauts dirigeants, qui leur épargne des poursuites pénales.

Cela évite aussi au constructeur aéronautique, et ce n'est pas le moindre avantage pour lui dans un contexte de concurrence à couteaux tirés, de voir les médias du monde entier souligner ce que le groupe d'avocats des victimes appelle « la culture de Boeing privilégiant les profits à la sécurité [qui] n'a pas changé ». À dire vrai, cette attitude n'a rien de propre à Boeing. Au contraire, elle reflète ce qu'il y a de fondamental aux capitalistes dans tous les domaines et dans tous les pays, pour qui seule compte la course au profit. Quoi qu'il en coûte aux travailleurs, aux consommateurs, aux usagers ou, comme ici, à des centaines de passagers.

P.L.

# Août 1944 : la légende de la libération de Paris

Lors de la grande mise en scène organisée le 25 août pour commémorer la libération de Paris, Macron a repris, sans surprise, la légende forgée il y a 80 ans : celle d'une insurrection populaire ayant permis de chasser les troupes ennemies et de restaurer la démocratie. La réalité fut tout autre.

Le débarquement du 6 juin 1944 et la progression rapide des forces des pays alliés permettaient d'entrevoir leur victoire militaire et la fin du conflit mondial. Or la crainte était grande parmi les dirigeants de ces pays d'avoir à affronter des révoltes populaires encore plus vastes que celles qui s'étaient produites dans plusieurs pays à la fin de la Première Guerre mondiale.

Les horreurs de la guerre en cours, les souffrances endurées, les pays dévastés et les dizaines de millions de morts avaient de quoi soulever la révolte et provoquer, comme en 1917 en Russie, des révolutions. C'était non seulement des régimes comme ceux d'Hitler et de Mussolini, mais l'ensemble des régimes capitalistes responsables de cette barbarie

sans précédent qui pouvaient être engloutis.

## La peur des révolutions

Pour les fauteurs de guerre, la priorité était désormais, dans les pays où allaient s'installer les nouvelles troupes d'occupation, de ne pas laisser se créer un vide étatique et un espace pour des révoltes de masse. Dès décembre 1943, lors de la conférence de Téhéran, les chefs d'État des trois puissances alliées, Roosevelt pour les États-Unis, Churchill pour le Royaume-Uni et Staline pour l'URSS, s'étaient mis d'accord pour prévoir comment gouverner l'Europe à la fin de la guerre.

La France, après sa défaite de 1940 et sous le régime du maréchal Pétain

entièrement soumis aux occupants nazis, n'était évidemment pas présente à cette conférence. Cependant, de Gaulle s'était situé dans le camp allié pour qu'un gouvernement français puisse prétendre à une place aux côtés des vainqueurs. Pour cela, l'appui de forces militaires recrutées dans les colonies ne suffisait pas : de Gaulle devait démontrer sa capacité à rétablir un gouvernement disposant d'une autorité dans le pays. Pour remettre en route une économie capitaliste au profit de la bourgeoisie, il devait garantir que toute tentative de révolte de la classe ouvrière serait étouffée. C'est ce grand service qu'allait lui rendre le PCF, ce Parti communiste qui tenait désormais à s'affirmer « bien français ».

Le PC avait déjà montré, en 1936, qu'il suivait les directives de l'URSS stalinienne qui craignait tout mouvement révolutionnaire, en disant aux ouvriers qu'il fallait « savoir arrêter une grève. » Et pendant la guerre, c'est sur le seul objectif nationaliste qu'il mobilisa ses militants, tout comme la résistance gaullienne à laquelle il adhéra en faisant partie du CNR, le Conseil national de la Résistance créé en 1943 et qui préfigurait le gouvernement qui devait succéder à Pétain.

## Une insurrection mise en scène

En août 1944, le PCF aida à créer la légende d'une insurrection populaire ayant abouti à la libération de Paris, bien que celle-ci ne fût qu'une mise en scène montée de toutes pièces,



"Fortin de la Huchette", à Paris en août 1944.

inutile d'un point de vue stratégique et criminelle pour les centaines de résistants qui y laissèrent la vie. Le 11 août, les cheminots se mirent en grève ; le 15, la CGT lança un ordre de grève générale, suivi le 18 par les travailleurs du métro, les postiers et... les gendarmes et policiers. Après avoir participé à toutes les ignominies du régime pétainiste, ils allaient ainsi par la suite pouvoir être décorés pour leurs actes de bravoure !

Pendant plusieurs jours, sous la direction du colonel Rol-Tanguy, des militants des FFI (Forces françaises de l'intérieur, résistance sous contrôle du PCF) se lancèrent donc par petits groupes à l'assaut de mairies et d'autres bâtiments officiels, de patrouilles allemandes ou de véhicules isolés. Alors que les troupes alliées approchaient et que la puissance allemande était battue en brèche, l'intérêt militaire était dérisoire. Contrairement à la légende d'un soulèvement massif des Parisiens, seuls quelques milliers de militants participèrent à ces attaques. Mais l'intérêt,

était de démontrer que Paris s'était libéré... sous l'autorité de la résistance et de De Gaulle.

La 2<sup>e</sup> division blindée du général Leclerc, qui entra dans Paris le 25 août 1944, avait été entièrement équipée par les troupes alliées. Elle put se placer ainsi à leur avant-garde grâce à un accord conclu en décembre 1943 entre de Gaulle et le général Eisenhower, chef des troupes américaines. Il s'agissait de faire oublier le passé peu glorieux de l'armée française, dont la défaite en juin 1940 avait ouvert la voie à l'occupation allemande.

En se plaçant derrière de Gaulle sur le même terrain nationaliste et pour l'aider à rétablir un État bourgeois disposant d'une autorité, le PCF trahissait une fois de plus la classe ouvrière, qui sortait de quatre années de privations et de violences, la poussant à se soumettre à la classe capitaliste afin de reconstruire l'économie et de permettre à l'impérialisme français de retrouver sa place.

**Marianne Lamiral**



FFI en août 1944.

## Une police "héroïque" ?

Le 17 août 1944, la police de Paris s'engageait aux côtés des résistants et libérait les détenus politiques ; le lendemain, elle occupait la préfecture de police. Pour ces actes de « bravoure », très localisés et bien tardifs, de Gaulle allait lui décerner la Légion d'honneur, symbolisée par la fourragère rouge que les policiers continuent de porter sur leur tenue d'apparat.

C'était pourtant ces mêmes policiers qui, pen-

dant quatre ans et à de rares exceptions, s'étaient soumis aux ordres des occupants et qui, entre autres infamies, lors de la rafle du Vel-d'Hiv du 17 juillet 1942, avaient conduit 13 000 Juifs parisiens vers la mort qui les attendait dans les camps d'extermination. C'était aussi la police française qui avait arrêté plusieurs dizaines de milliers de militants communistes et de résistants, les livrant eux

et leurs responsables à la Gestapo.

Et voilà que, du jour au lendemain, les bourreaux devenaient des héros. En décrétant rapidement une amnistie générale, le très réactionnaire de Gaulle signifiait à la police qu'il comptait sur elle pour l'aider à rétablir un pouvoir d'État au service de la bourgeoisie et capable de mater d'éventuelles rébellions populaires.

**M. L.**



Un barrage de police à Paris pendant l'Occupation.

## Noisy-le-Sec : une expulsion scandaleuse

Très tôt le matin du jeudi 22 août, une trentaine de cars de CRS et voitures de police ont été mobilisés pour déloger des familles de gens du voyage, pourtant installées depuis 15 ans sur un terrain inoccupé de Noisy-le-Sec en Seine-Saint-Denis.

Une quinzaine de caravanes ont dû partir, encadrées par la police et sur ordre du préfet présent au début de l'évacuation. Police, CRS armés et casqués étaient là en nombre pour impressionner les familles.

Il y a 15 ans, c'est en accord avec la préfecture et la municipalité de l'époque qu'elles s'étaient installées sur le parking de l'immeuble du cadastre qui,

suite à un incendie, était à l'abandon. Depuis, elles font partie de la population de la ville. Aujourd'hui ces hommes, femmes et enfants sont traités comme s'ils étaient de dangereux criminels; que vont-ils devenir? Les enfants étaient jusqu'à présent scolarisés à Noisy, certains adultes sont âgés, malades ou handicapés et ont construit leur vie là.



Avant l'expulsion des familles.

La préfecture de Seine-Saint-Denis a engagé une procédure d'expulsion depuis le mois de mai, parce que Bouygues veut ce terrain pour construire un immeuble, et, bien sûr, le droit du promoteur prime sur la vie des gens!

Aucun autre terrain d'installation n'a été proposé aux familles. La loi Besson, qui date de plus de 20 ans, prévoit pourtant l'élaboration d'un plan d'accueil des gens du voyage,

mais la Seine-Saint-Denis comme beaucoup d'autres départements, n'en propose pas assez. *Le Parisien* cite ainsi la directrice de l'Association pour la promotion et l'accès aux droits des Tsiganes et gens du voyage : « Le schéma adopté en 2016 prévoyait 565 places et seules 170 sont effectives sur six aires. La préfecture ne respecte pas la loi! »

Le maire PCF de Noisy-le-Sec affirme dans la presse qu'il soutient les familles,

mais dit n'avoir aucun terrain pour les accueillir. Et personne ne sait s'il a fait appel à l'intercommunalité où il serait sûrement possible de trouver un terrain. De fait, aucun représentant de la mairie n'était présent lors de l'expulsion, seule une poignée de militants de la Ligue des droits de l'homme et de Lutte ouvrière étaient là pour montrer leur solidarité avec les expulsés.

Correspondant LO

## Grande distribution : d'abord celle des profits!

Après le rachat du groupe Casino par les milliardaires Kretinsky et Ladret de Lacharrière, et sa vente à la découpe à Intermarché, Auchan et Carrefour, le secteur de la grande distribution est plongé dans une guerre commerciale brutale.

Le groupe Leclerc, qui prétend être le moins cher pour les consommateurs, vient d'être sanctionné d'une amende de 38 millions d'euros pour avoir dépassé la date limite des négociations commerciales avec des fournisseurs. Via sa centrale d'achat, le groupe a ainsi pu faire pression sur ses fournisseurs, notamment des agriculteurs, pour ne pas écorner les profits des

magasins Leclerc dans un contexte de guerre des prix.

Le groupe Auchan a annoncé une perte de près d'un milliard d'euros au premier semestre, ce qui lui sert de justification pour réduire la surface de ses hypermarchés d'environ 25% et faire ainsi des économies d'infrastructures. 71 hypermarchés sur 119 sont concernés dont ceux de Saint-Priest, dans la banlieue de Lyon,

et de Perpignan. Mais la direction ne dit rien concernant l'avenir des salariés, qui s'inquiètent à juste titre pour leur emploi. Selon les syndicats, elle pourrait supprimer 4000 postes! C'est en s'attaquant aux travailleurs que la famille Mulliez (28 milliards d'euros de fortune en 2024), propriétaire d'Auchan, mais aussi de Decathlon, Kiabi, Norauto et Leroy Merlin, entre autres, compte maintenir sa fortune.

Le groupe Carrefour a récemment racheté les magasins Cora et Match pour plus d'un milliard d'euros et surfé sur son sponsoring

des Jeux Olympiques. Il a un système de franchises tellement choquant que même le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a été obligé de le critiquer. La franchise est la bonne combine pour les actionnaires qui n'ont même plus à se soucier de la gestion des magasins. Le patron franchisé rogne là où il peut pour dégager son bénéfice, à savoir sur les travailleurs qui perdent des primes et dont les conditions de travail se dégradent. La famille Moulin (également détentrice des Galeries Lafayette), et la famille Diniz, actionnaires du groupe et toutes deux milliardaires,

ne s'en portent que mieux.

Le mois dernier, le magasin Carrefour du centre commercial de la Part-Dieu, à Lyon, s'est vu infliger une amende pour de fausses promotions. Sur 46 produits qui portaient la mention « C'est maintenant, les bons plans du moment », une seule réduction de prix a été constatée...

Les grandes enseignes se font la guerre entre elles pour obtenir toujours plus de profits, mais elles mènent cette guerre aux dépens des consommateurs et plus encore des travailleurs.

Correspondant LO

## Affaissements miniers : les victimes doivent être indemnisées

L'État vient de se pourvoir en cassation après avoir été condamné par la cour d'appel de Metz à verser 3,2 millions d'euros à une trentaine de victimes d'affaissements miniers à Rosbruck, près de Forbach, en Moselle.



À Bening, en Moselle.

Depuis le début des années 2000, des habitants de Rosbruck dont les maisons sont fissurées, lézardées, penchées, poursuivent en justice Charbonnages de France (CdF). L'arrêt de l'exploitation minière a laissé des sites industriels pollués, un sous-sol qui ressemble à un gruyère et qui se remplit d'eau, polluant les nappes phréatiques. Les galeries de mines n'étant plus entretenues, l'eau n'étant plus pompée, le sol est devenu instable et s'effondre par endroit. Plusieurs petites villes en ont été victimes dans le bassin charbonnier, mais aussi dans celui des

mines de fer, dans les villes de Moyeuvre, Auboué ou Jœuf.

En 2007, les Charbonnages ont été dissous et c'est l'État qui les a remplacés. Il fait lui aussi traîner les choses en justice en allant en cassation et c'est la double peine pour les victimes qui, en plus de leurs maisons abîmées, doivent faire face à des frais de justice. Comme pour l'amiante, très utilisé dans les mines, l'État fait traîner les procès pour ne pas reconnaître la responsabilité des patrons et ne pas payer.

Si le sous-sol s'effondre, c'est qu'il a été

creusé, exploité lors de plus de 150 ans d'activités minières. Dans ce monde capitaliste, c'est « après moi le déluge », l'exploitation minière puis son arrêt ont été faits sans se préoccuper de l'avenir. Les habitants n'y sont pour rien, ils doivent être indemnisés pour les dégâts dont ils sont victimes... y compris en faisant payer les anciens propriétaires qui ont fait fortune sur l'exploitation du sous-sol, comme les de Wendel et bien d'autres « rois de la mine et du rail », comme le proclament les paroles de *L'Internationale*.

Étienne Hourdin

## Stellantis – Sochaux : l'esbroufe d'une annonce



**À Sochaux, dans le Doubs, plus de 2 400 emplois, intérimaires inclus, ont été supprimés en deux ans à l'usine Stellantis. Cette année, les chaînes produisent des voitures électriques Peugeot 3008 et 5008, et les suppressions de postes continuent.**

La direction a géré les aléas et autres couacs en fabrication par des jours de chômage, des journées à rallonges, un numéro Vert pour savoir, la veille ou le jour même, si on travaille, ce qui a alimenté l'incertitude du lendemain et un climat de grogne dans les ateliers.

Le 20 août 2024, l'annonce d'une information sur le contexte industriel de l'usine a d'abord suscité de bonnes questions parmi les ouvriers. Puis, ils ont appris qu'ils agissaient du démarrage d'une demi-équipe de nuit, début novembre.

Vantée comme « une bonne nouvelle » par la direction dans la presse, cette annonce n'est sûrement pas un gage d'avenir pour les travailleurs.

450 ouvriers intérimaires seront recrutés pour cette demi-équipe de nuit censée faire passer la production de 800 voitures par jour à plus de 1 000 pour satisfaire les 50 000 commandes de voitures 3008 électriques, soit l'équivalent de trois mois de travail. Les ouvriers ont l'expérience qu'une demi-équipe c'est une demi-cadence de production qui, pour chacun

d'eux, va se traduire par la tenue de deux postes au lieu d'un. Et lors que la direction a rétrogradé cette équipe, elle mettra à la porte plus des deux tiers des ouvriers intérimaires qui constituent cette demi-équipe de nuit et réservera le même sort à une partie de ceux des équipes en 2x8.

Cerise sur le gâteau pour le patron, avec la nouvelle convention collective de la métallurgie de janvier 2024, les heures de travail de nuit ne seront majorées qu'à 15% au lieu de 18% auparavant.

Autant dire que les véritables « bonnes nouvelles » sur l'avenir des travailleurs ne viendront pas de la direction. Il faudra les imposer par nos mobilisations.

Correspondant LO

## Dassault – Cergy : c'est Alcatraz !

**Le nouveau site de Dassault Aviation construit à Cergy, dans le Val-d'Oise, vient d'ouvrir ses portes avec plusieurs années de retard. Il est censé remplacer le site d'Argenteuil, jugé obsolète par les actionnaires.**



Le montant de l'argent public dédié tant au terrain qu'aux bâtiments reste top secret, mais personne ne doute que la famille Dassault, experte en la matière, en a bénéficié largement et qu'elle a sans doute été servie à tous les étages, du département à l'État.

Les premiers travailleurs arrivés sur ce nouveau site l'ont d'ores et déjà baptisé « Alcatraz », en raison des

nombreuses caméras et portes à badges qui y ont été installées et qui lui donnent un aspect carcéral. 310 caméras ont ainsi été installées dans l'enceinte de l'usine, alors qu'il n'y en a que 240 pour surveiller l'ensemble de la ville d'Argenteuil ! La direction de l'usine avait d'ailleurs installé ce genre d'équipement sur l'ancien site d'Argenteuil à la suite d'une grève un peu

dynamique en 2000, une grève qui l'avait forcée à augmenter les salaires au-delà de ce qu'elle avait prévu. Aujourd'hui, il y aurait donc de l'argent pour le « cinéma » mais pas pour nos salaires.

Prudente, la direction prend donc les devants en s'imaginant que ce type d'équipement pourrait freiner les ardeurs revendicatives des travailleurs.

La situation leur serait favorable : Trappier, le PDG, vient d'annoncer un carnet de commandes rempli pour les dix années à venir et une montée en cadence sur le Rafale, alors que l'effectif actuel ne permet même pas de produire suffisamment.

La direction a beau faire du cinéma, à Cergy comme à Argenteuil, les priorités des travailleurs sont l'emploi et les salaires.

Correspondant LO

## Amiante : un scandale sans fin

**Deux travailleurs chauffagistes accusent la préfecture de la Drôme de n'avoir pas signalé la présence d'amiante dans ses locaux dont ils devaient faire la rénovation.**

Les travaux viennent de se terminer mais ils ont duré quatre ans. L'un des travailleurs explique qu'ils ont découvert la présence de ce danger par eux-mêmes et qu'ils en ont eu une confirmation, au bout de deux ans, en voyant d'autres ouvriers chargés de travaux différents mais équipés, eux, de protections réglementaires. Il ajoute qu'ils n'ont pas reçu, malgré leurs réclamations, une fiche attestant qu'ils ont été exposés à l'amiante, et la médecine du travail n'a donc pas confirmé cette exposition. C'est pourtant essentiel pour l'avenir car les séquelles, entre autres différents cancers, peuvent ne se révéler que vingt à quarante ans plus tard.

La préfecture les renvoie vers leur employeur. Les chauffagistes et leur avocat dénoncent le mépris avec lequel on les traite.

Cette affaire risque de durer, et pas seulement celle-là. Tous les bâtiments un peu anciens, construits en particulier dans les années 1960-1970, sont susceptibles de contenir de l'amiante et beaucoup sont soumis, ou vont l'être, à une rénovation quasi obligatoire.

Pendant des décennies, des dizaines de milliers de travailleurs ont été exposés à ce danger bien établi depuis la fin du 19e siècle, réglementé en France en 1977 et interdit seulement vingt ans plus tard.

En mai 2023, un procès contre des hauts fonctionnaires, des représentants des industriels et autres responsables de cette catastrophe s'est terminé par un non-lieu. Le combat contre les empoisonneurs n'est pas terminé.

Sylvie Maréchal

## Dans les bulletins Lutte ouvrière



### On ne s'appelle pas Bob...

En Hospitalisation de jour Maladies du sang, la direction a annoncé qu'à cause de la fermeture de services dans le Nord, on va « absorber » des patients. On va donc

en accueillir 60 contre 40 avant.

Pour absorber tout ça, à part devenir une éponge, on ne voit pas comment on va faire!

CHU Lille

### Par contre... elle s'appelle Picsou!

À la veille des vacances, en Médecine nucléaire comme ailleurs, la direction avait mis fin aux CDD pendant l'été comme elle le fait chaque année, pour finalement en reprendre au mois de septembre. Pour combler

ce vide, ce sont des collègues d'autres secteurs qui sont venus en remplacement. Faire à ce point des économies sur nos collègues contractuelles, c'est vraiment une technique à la Picsou!

CHU Lille

### De toutes les couleurs

En juin-juillet, il fallait rénover le service du NEMH en Pédiatrie. Non seulement c'est une association qui le faisait, mais il a été demandé aux agents de faire de la peinture et

du bricolage sur leur temps de travail ou ...tenez-vous bien... en bénévolat.

Comme si on n'avait pas assez de boulot comme ça!

CHU Lille

# RATP - bus : petites magouilles et grosses économies

Plusieurs médias ont fait savoir que, pour masquer des défauts d'entretien, la RATP procède fréquemment à une manipulation permettant d'éteindre les voyants du tableau de bord juste avant de présenter les véhicules au contrôle technique, obligatoire tous les six mois. Les voyants se rallument à la sortie du centre de contrôle, évitant l'immobilisation du bus pour une contre-visite.

La direction de la RATP se défend de toute mise en danger des voyageurs, sans toutefois nier vraiment l'existence d'une pratique visiblement aussi connue de l'entreprise chargée des contrôles techniques. Elle est aussi attestée par plusieurs travailleurs de la RATP, qui dénoncent les pressions hiérarchiques

destinées à imposer le silence sur ces tripatouillages.

Beaucoup de conducteurs sont scandalisés de ces révélations, même s'ils ne sont pas surpris. Il n'est d'ailleurs pas rare de devoir rouler avec au moins un voyant orange allumé au tableau de bord, en recevant comme explication que « c'est le voyant qui déconne » et que

celui-ci n'impose pas l'arrêt immédiat du véhicule.

Les conducteurs sont confrontés au quotidien aux défaillances du matériel. Bien souvent, les systèmes de communication et de localisation ne fonctionnent pas, tout comme la climatisation. Des panneaux extérieurs sont réparés au scotch. Il arrive que les boîtes de vitesses automatiques passent en « neutre » en circulation, le bus se retrouvant alors en roue libre. Chaque année, plusieurs bus, électriques ou thermiques, prennent feu sur la voie publique, même sans choc.

En cas d'accident, l'enquête est effectuée en interne et en toute opacité par la direction de la RATP et le constructeur des bus, ce qui leur permet bien souvent de se mettre eux-mêmes hors de cause et d'en faire porter la responsabilité aux agents.

C'est bien la pénurie de bus, combinée au manque de personnel d'entretien et de maintenance, qui rend impossible de couvrir les services tout en respectant les normes du contrôle



technique. Les effectifs des ateliers de maintenance ont été divisés par trois en dix ans sous prétexte de renouvellement du parc de bus et les stocks de pièces réduits au minimum. La direction sous-traite autant que possible et compte sur les garanties constructeurs des nouveaux véhicules, mais l'entretien courant ne suit pas. Les fabricants, de leur côté, sont plus soucieux des marges à tirer des commandes publiques que de tout autre chose. Ainsi, 148 Bluebus fournis par Bolloré ont dû être retirés de la circulation pendant deux

ans suite à plusieurs incendies en pleine voie.

Face aux révélations concernant la fraude au contrôle technique, Péresse, qui dirige l'instance de régulation des transports IDFM, crie au scandale d'autant plus fort qu'il s'agit pour elle de cacher que les économies ont été faites à la demande des autorités publiques.

C'est bien la recherche de la rentabilité qui pousse à une telle irresponsabilité vis-à-vis de la sécurité élémentaire des usagers et des conducteurs.

**Correspondant LO**

## Régie des transports marseillais : c'est lumineux

La presse fait état de manipulations à la RATP pour camoufler les voyants d'alerte des bus avant leur contrôle technique. Et à la RTM ?

De toute façon, la hiérarchie passe son temps à nous répéter que « si c'est orange, tu peux rouler ».

Alors, nous avons compris que les nombreux voyants allumés avant et après le passage aux Mines, façon guirlande, étaient là juste pour célébrer la magie de Noël. Toute l'année !

**Bulletin RTM**

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal août 2024.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

## Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière  Lutte de classe   
 Nom ..... Prénom .....  
 Adresse .....  
 Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
 Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

*Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.*

Sur Internet  
[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)  
**Vidéos** [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Audio-LO** [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# Nouvelle-Calédonie: offensive générale contre les travailleurs

Plus de trois mois après le début de la révolte des Kanaks contre le projet de loi modifiant le corps électoral calédonien, la mobilisation continue, tout comme la répression des troupes mobilisées par l'État français et qui ont fait mi-août un onzième mort.

La mobilisation, très forte en mai dans les zones urbaines, s'est depuis déplacée dans l'intérieur du pays. Des routes y sont régulièrement coupées, et des jeunes et des militants s'affrontent à la gendarmerie.

Le dégel du corps électoral, qui rendrait les Kanaks encore plus minoritaires sur leur propre sol, et qui les a mobilisés, n'est toujours pas officiellement abandonné. À cette revendication s'ajoute maintenant celle de la libération des prisonniers détenus en France.

L'État français impose toujours le couvre-feu de 22 heures à 5 heures et quadrille le terrain pour multiplier les contrôles, verrouillant certaines routes.

Ainsi depuis trois mois, la tribu de Saint-Louis et le sud de la commune de Mont-Dore sont pris en otage, l'axe routier menant au sud, fermé par des blindés, contraignant des milliers de gens à prendre le bateau pour sortir de la zone cernée.

Le 19 août, à la grande colère des anti-indépendantistes, quatre rapporteurs spéciaux de l'ONU se sont dits alarmés par la situation des Kanaks en Nouvelle-Calédonie. Ils ont dénoncé les méthodes répressives de l'État français, qualifiant de milices armées les groupes de « voisins vigilants » patrouillant avec le soutien des autorités.

Le patronat fait maintenant campagne sur les

« dégâts » des émeutes, annonçant une facture de 2,2 milliards d'euros, le risque d'un effondrement économique, voire d'émeutes de la faim. Le gouvernement a déjà versé 300 millions mais le patronat fait pression pour en avoir plus et plus vite.

Ce sont les travailleurs, les retraités, les jeunes qui payent le prix le plus fort de cette crise dont est responsable le gouvernement français. 25 000 des 68 000 travailleurs du secteur privé seraient au chômage partiel. Quant aux prix des marchandises les plus courantes, ils ont flambé. La direction des affaires économiques du gouvernement a affirmé elle-même que « certains commerçants profitaient des circonstances pour augmenter de manière exagérée les prix. »

À ces attaques anti-ouvrières s'ajoutent celles dans le secteur du nickel, qui représente un emploi



À Nouméa en août, un barrage de « voisins vigilants ».

sur quatre. L'usine KNS, celle du Nord, où les Kanaks sont majoritaires, va licencier fin août 1 200 travailleurs, qui iront rejoindre au chômage les 600 sous-traitants qui y sont déjà.

Pour se retirer, Glencore, copropriétaire avec la province Nord de l'usine, met en avant les 9 milliards d'euros investis dans le site qui n'aurait jamais été rentable. Les travailleurs n'ont aucune raison de croire Glencore, connu sur la planète comme un capitaliste

des plus voraces et sans scrupule. Sans compter que les investissements n'ont pas été perdus pour tout le monde et que l'État français a toujours soutenu, à coups de plans de centaines de millions d'euros, la filière nickel.

En Nouvelle-Calédonie, oppression coloniale et exploitation capitaliste se combinent. Les travailleurs ont seuls les moyens d'en finir avec tout cela, en prenant la société en main.

Serge Benham

## Armes chimiques: la justice des trusts

Le 22 août, des juges français ont débouté Tran To Nga, une Franco-Vietnamienne de 82 ans, rescapée de la guerre chimique menée par l'impérialisme américain au Vietnam dans les années 1960-1970. Elle attaquait en justice Bayer-Monsanto et 13 grands groupes chimiques, héritiers de ceux qui avaient fourni à l'armée américaine « l'agent orange ».

L'agent orange, un défoliant extrêmement toxique utilisé comme arme chimique, fit trois millions de victimes et fait encore des ravages 60 ans après.

Les juges ont invoqué « l'immunité de procédure » pour exonérer les sociétés visées. Quant aux États-Unis, la loi fait bien les choses: elle interdit à l'État d'en poursuivre un autre en justice, surtout le plus puissant de tous. L'industrie de la mort fait partie du système capitaliste, les juges confirment qu'ils sont bien là pour le défendre, pas pour le mettre en cause!

La guerre est une catastrophe pour la planète et ses habitants, et cela ne date pas du conflit Russie-Ukraine ni de la destruction systématique de Gaza. Les puissances coloniales ont largement recouru aux bombardements de forêts contre les populations. Ainsi, la France au Maroc, durant



Tran To Nga contre Monsanto.

la guerre du Rif (1921-1926). Ou la Grande-Bretagne, en usant du napalm, durant la guerre civile en Grèce (1944-1949), puis de défoliants chimiques, peu après, contre l'insurrection de la Malaisie. Mais c'est au Vietnam que l'impérialisme américain y a recouru à grande échelle.

Au cours des dix années (1962-1971) de guerre chimique au Vietnam, les avions américains y ont

pulvérisé près de 80 millions de litres de défoliants. Sous le nom de code « Ranch Hand » (ouvrier agricole), on utilisa l'agent orange, l'herbicide le plus connu, pour détruire la couverture forestière qui abritait les combattants du Vietcong et les cultures vivrières, afin de les priver de nourriture et de forcer les paysans, qui les soutenaient, à quitter les campagnes.

L'agent orange servit aussi à sécuriser les bases américaines en éliminant la végétation alentour. Lorsque les États-Unis, défaits, ont dû fuir le Vietnam, ils laissèrent derrière eux des masses de déchets militaires et chimiques, notamment autour de leurs bases de Danang, Bien Hoa et Phu Cat. Lors de ce ravage systématique de l'environnement, l'impérialisme américain avait sciemment empoisonné un septième de la superficie du Sud-Vietnam et sa population.

L'agent orange, qui contenait de la dioxine, est l'un des contaminants environnementaux les plus dangereux. Selon un rapport de 2009, près de cinq millions de Vietnamiens y ont été exposés. 400 000 en sont morts, de très nombreux

en ont été handicapés, dont un demi-million d'enfants nés avec des malformations congénitales. Parmi les deux millions d'Américains ayant servi au Vietnam, et présumés avoir pu être contaminés, beaucoup ont été frappés de cancers, de maladies cardiaques, d'un diabète de type 2, de neuropathies, et des enfants d'anciens soldats souffrent de malformations congénitales.

Cette catastrophe sanitaire et environnementale géante n'avait rien de fortuit. Tout avait été fait par les autorités américaines pour maximiser l'effet de l'agent orange. Une enquête menée par un amiral américain, père d'un officier décédé des suites d'une exposition à l'agent orange, a montré que l'armée américaine avait sciemment pulvérisé cette arme chimique à des concentrations 6 à 25 fois supérieures au taux requis pour un effet défoliant.

Cela se déroula dans le silence complice des institutions internationales supposées agir pour la paix, mais qui servent surtout à couvrir les méfaits des puissances impérialistes. Et aujourd'hui, donc, des juges français.

Hugues Jackson

## Lutte ouvrière à votre rencontre



### Charente-Maritime

Jeudi 29 août :

**Rochefort**

Vendredi 30 août :

**Saintes**

Samedi 31 août :

**Rochefort**

### Pays-de-la-Loire

Jeudi 29 août :

**Cholet**

Vendredi 30 août :

**La Roche-sur-Yon**

Samedi 31 août :

**Nantes**